



Le collaborateur de mandataire judiciaire est le « bras droit » du mandataire judiciaire qui lui confie des responsabilités importantes dans le cadre de ses missions de représentation et de défense des créanciers de l'entreprise défaillante. Lorsque le tribunal ordonne une liquidation, il assiste le mandataire judiciaire dans toutes les étapes de la procédure : cession de l'entreprise au repreneur ou vente des biens de l'entreprise (mobiliers et immobiliers), récupération des sommes dues par les clients, paiement des salaires, règlement des créances, licenciements économiques...

ACTIVITES

Gestion des dossiers de procédures collectives

- Suivre l'ensemble des dossiers engagés sous sa responsabilité en collaboration avec le mandataire judiciaire.

Gestion et valorisation des actifs de l'entreprise défaillante

- Évaluer et analyser les actifs.
- Recouvrer les créances clients.
- Établir un plan de continuation.
- Organiser la cession de l'entreprise aux repreneurs.
- Vendre les biens mobiliers et immobiliers de l'entreprise.
- Clôturer la procédure.

Rédaction des rapports économiques et sociaux de l'entreprise en sauvegarde (redressement ou liquidation judiciaire)

- Formaliser les requêtes en saisies immobilières et mobilières.

Relations sociales

- Informer le chef d'entreprise et les représentants du personnel lors des différentes étapes de la procédure, paiement des arriérés de salaires.
- Gérer les licenciements économiques.
- Prévenir ou gérer les conflits sociaux...

Relation avec les tribunaux

- Suivre l'ensemble des procédures engagées sous sa responsabilité en collaboration avec le mandataire judiciaire.
- Participer à certaines audiences selon les procédures.

METIER ET DECLINAISONS

Selon le profil et/ou l'expérience du collaborateur, la taille et l'organisation de l'étude, le périmètre de l'emploi peut varier :

- accomplissement de l'ensemble des actions liées aux dossiers avec un rôle de type chef de mission en lien avec le service ad hoc pour la gestion des ressources humaines ;

- prise charge de dossiers ou parties de dossiers spécifiques selon ses compétences.

Les dossiers nécessitant une plus grande expertise financière ou plus complexes socialement sont confiés plutôt à des collaborateurs seniors.

Dans certaines études, notamment celles disposant d'antennes, il peut également avoir une mission d'encadrement fonctionnel des assistants ou des techniciens.

ACCES AU METIER

Une formation professionnelle est indispensable.

En fonction du niveau et du domaine d'expertise du poste, le niveau de formation exigé sera différent (de BAC + 2 à BAC + 5), en droit, gestion, administration économique et sociale (AES), finances, etc. Le Master Administration et Liquidation des Entreprises en Difficulté (ALED) permet également d'accéder au métier.

Une solide expérience professionnelle acquise dans une autre étude de mandataire ou d'administrateur judiciaire, en entreprise, en cabinet d'audit ou en cabinet d'expertise comptable peut faciliter l'accès à ce type de poste..

Des profils de spécialistes, comme directeur de ressources humaines, peuvent aussi être recrutés pour intervenir sur un pôle social.

EVOLUTION PROFESSIONNELLE

S'il est détenteur d'un niveau Master 1 (BAC + 4), le collaborateur de mandataire judiciaire peut se présenter à l'examen d'accès au stage de mandataire judiciaire. S'il est reçu, il suivra un stage d'au minimum 3 ans dans une étude, sanctionné par un examen lui permettant de devenir mandataire judiciaire associé ou de créer sa propre étude.

Le Master Administration et Liquidation des Entreprises en Difficulté (ALED) suivi d'un stage de 30 mois sanctionné par un jury permet d'intégrer la profession

d'administrateur ou mandataire judiciaire. Depuis 2016, il peut également occuper un poste de mandataire judiciaire salarié. Hors de la branche, le collaborateur de mandataire judiciaire peut postuler sur un emploi de responsable de comptes ou de gestionnaire de dossiers au sein d'une étude d'huissier de justice ou d'une société de recouvrement de crédit. Il peut aussi devenir consultant dans le domaine de la gestion d'entreprise, de l'analyse des risques ou de l'expertise comptable.

Statut et conditions d'exercice

Le métier s'exerce sous statut salarié et relève de la catégorie « cadres ».



Données sur l'emploi

~ 415 études d'administrateurs et mandataires judiciaires.

~ 3 350 salariés.

13 % de cadres, dont :



26 %
- 35 ANS



70%
femmes



88%
temps
complet

93%
CDI



Rémunération

Minimale conventionnelle, au 1^{er} février 2022
Brut mensuel

Cadre niveau 4, minimum

3 426,15 €



Aller plus loin

- OMPL
- Études
- Baromètres
- www.cnaismj.fr
- www.ifppc.fr